

**VERBATIM****CONFERENCE DE PRESSE****Bangui, le 12 février 2025****Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA**

Bonjour à tous, je suis Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA. C'est avec un immense plaisir que je vous retrouve pour la conférence de presse hebdomadaire de la Mission. Que vous soyez ici dans cette salle à Bangui ou à l'écoute de Radio Guira soyez les bienvenus.

La semaine écoulée a été dense en activités importantes pour la mise en œuvre du mandat de la MINUSCA en soutien au Gouvernement centrafricain.

**Inauguration du siège des juridictions militaires de Bouar**

Tout d'abord, comme annoncé la semaine passée, vendredi dernier, le 7 février, une délégation conjointe du Gouvernement et de la MINUSCA composée du Ministre d'État en charge de la Justice, du Général de corps d'Armée, Inspecteur général de l'Armée nationale) et de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République centrafricaine et Cheffe de la MINUSCA s'est rendue à Bouar dans la préfecture de la Nana-Mambéré à l'occasion de l'inauguration du siège des juridictions militaires. Un an après la pose de la première pierre, ce bâtiment est désormais pleinement opérationnel. Mais au-delà de l'infrastructure, cette inauguration est un signal fort pour la justice militaire en République centrafricaine.

Pour la lutte contre l'impunité, comme l'a souligné le Ministre d'État en charge de la justice, Arnaud Djoubaye-Abazene, en déclarant que : « ce siège n'est pas qu'un bâtiment, c'est un engagement concret pour renforcer la redevabilité des forces armées et lutter contre l'impunité ».

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies et Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, a souligné que « dans cet élan continu de décentralisation, cette juridiction permet de rapprocher la justice des citoyens, renforçant ainsi la paix et la confiance entre l'État et la population ». Cette inauguration s'inscrit pleinement dans cette dynamique.

Le Général Bruno Izamo, Inspecteur général de l'Armée nationale, a rappelé qu'« une armée disciplinée et transparente passe par une justice forte. Cette juridiction militaire va permettre d'ancrer encore plus la rigueur et le respect des règles au sein des forces de défense et de sécurité à tous les échelons ».

Grâce à la construction des juridictions militaires la justice militaire dispose désormais des moyens nécessaires pour remplir pleinement son rôle.

**6e anniversaire de l'APPR-RCA**

La semaine dernière, la République centrafricaine a célébré le 6<sup>e</sup> anniversaire de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA (APPR-RCA), sous le Haut Patronage du Président Touadéra. Une cérémonie marquée par la présence des garants, des facilitateurs, de la plateforme religieuse et de l'ensemble des partenaires de l'APPR-RCA, aux côtés de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la République centrafricaine et Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza.

Au nom des garants, le représentant de l'Union africaine en Centrafrique a rendu hommage à la résilience du peuple centrafricain et rappelé l'engagement de l'Afrique et de la région pour accompagner la réconciliation et le développement du pays. Il a aussi souligné que la stabilité actuelle est une avancée importante.

La Représentante spéciale du Secrétaire général a rappelé que « l'APPR-RCA demeure, sans conteste, le cadre unique de dialogue et de discussion entre ses signataires pour ramener la paix et réconcilier les populations et les cœurs. »

La Cheffe de la MINUSCA a mis en avant les progrès réalisés dans de nombreux domaines, que ce soient dans le DDRR (désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration), l'extension de l'autorité de l'État, la réforme du secteur de la sécurité ou encore la gestion des espaces frontaliers et la coopération transfrontalière, tout en rappelant que ces efforts doivent se poursuivre pour répondre aux aspirations légitimes du peuple centrafricain. Valentine Rugwabiza a également souligné l'importance des Comités de Mise en Œuvre Préfectoraux (CMOP) dans l'application concrète de l'APPR-RCA et réaffirmé le soutien constant de la MINUSCA au processus de paix, en particulier en cette année électorale, qui constitue une étape clé pour l'avenir du pays.

Le Président Touadéra a salué les avancées obtenues avec l'appui de la MINUSCA et des partenaires. Il a reconnu que « des défis demeurent, mais que grâce à la résilience du peuple centrafricain et au soutien de la communauté internationale, des progrès concrets ont été faits pour restaurer la paix, la stabilité et l'autorité de l'État. »

### **Lancement de la Semaine de la Police :**

Mardi dernier, le 10 février, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la République centrafricaine et Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, a lancé la semaine de la police, un moment important pour célébrer la collaboration entre UNPOL, la police de l'ONU, et les Forces de sécurité intérieure (FSI) centrafricaines et sensibiliser la population sur tous les services des FSI.

La cérémonie s'est tenue en présence du Chef de la composante Police de la MINUSCA, des directeurs généraux de la police et de la gendarmerie nationales centrafricaines, de la Représentante du Gouverneur du Bas-Oubangui, ainsi que de plusieurs responsables des FSI et des autorités locales.

Des ateliers, des patrouilles conjointes MINUSCA-FSI, des rencontres et des activités et services sociaux avec et au bénéfice de la population sont organisées sur l'ensemble du territoire dans l'objectif de renforcer la confiance entre les forces de sécurité et les Centrafricains.

Avant de passer à la session des questions et réponses, voici deux mises à jour sur des sujets évoqués ces dernières semaines :

**Élections :** La MINUSCA continue d'appuyer l'Autorité nationale des élections, l'ANE, pour atteindre les zones difficiles d'accès. Nous avons facilité le déploiement de ses équipes en transportant du personnel sur nos vols notamment pour le règlement des arriérés annoncé ici même, vers Paoua, Bossangoa, Bria et Sam Ouandja. Nos forces ont également assuré la sécurité des agents de l'ANE lors de leurs déplacements au sein de ces préfectures.

Enfin, la semaine dernière, 27 activités de sensibilisation au processus électoral ont été menées par la MINUSCA, touchant 2 030 participants, dont 43 % de femmes.

**Zangba :** Toujours la semaine dernière, des éléments des Forces armées centrafricaines (FACA) ont été déployés à Zangba dans la préfecture de la Basse-Kotto suite à la visite de terrain des autorités nationales. Ce déploiement a été effectué avec le soutien de la MINUSCA et rendu possible par l'opération des Casques bleus lancée par la MINUSCA le 23 décembre dernier pour sécuriser la zone et rétablir l'autorité de l'État.

Les autorités locales et la population ont exprimé leur gratitude envers le Gouvernement et la MINUSCA pour cet appui qui contribue au retour de la paix et leur permet de reprendre leurs activités en toute sécurité.

### **Question des journalistes**

#### **A Kota Sango (Carole Bissekoin)**

- J'ai deux questions. La première concerne les habitants d'Obo. Je crois que la semaine dernière, ils ont réclamé la libération des 13 éléments d'Azandé Ani Kpi Gbé. Selon cette population, ce sont les forces de la MINUSCA qui les ont interpellés et les ont remis aux autorités centrafricaines. Alors, face à cela, quelle est donc la réaction de la MINUSCA ?

- Deuxième question, ça concerne le processus électoral. Comment la MINISCA apprécie le processus des élections en cours sur le plan politique, sécuritaire et financier ? Merci.

### Réponses aux questions

#### Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA

Merci beaucoup. Effectivement, à Obo, il y a cette situation dont vous avez parlé. Écoutez, le commentaire, c'est que nous travaillons en étroite collaboration avec les autorités. Je pense que dans les jours à venir, il n'y aura plus d'éclaircissement par rapport à cette situation. En tout cas, quoi qu'il en soit, on travaille main dans la main avec les autorités locales pour essayer d'apaiser les tensions avec les populations d'Obo, mais également du reste du Haut Mbomou.

Concernant le processus électoral, au niveau des préparatifs, c'est comme on l'a expliqué la semaine passée au moment de la conférence de presse conjointe avec l'ANE. Sur le politique, c'est le travail des bons offices qui est en cours et qui, comme son nom l'indique, se fait dans la discrétion. Sur le plan sécuritaire, nous avons expliqué la semaine passée que le plan de sécurisation était mis à jour, justement, par rapport aux différentes constatations faites pour l'aire 1. C'est à présent adapté et préparé pour le commencement de l'aire 2. Au niveau financier, ça la MINUSCA a contribué à son niveau, a contribué au niveau de ce qu'on appelle le Basket- Fund, le panier qui revient pour les élections.

Ça a été fait et on a également contribué au niveau de la sensibilisation pour l'inscription au fichier électoral des femmes et des filles à hauteur de 400 000 \$. À ce niveau-là, c'est ce qu'on peut dire, mais ce que je peux aussi vous dire, c'est que l'ANE, la semaine passée, a vraiment expliqué plus en détail ce qui avait été fait au niveau financement et que, comme je l'ai expliqué dans le propos liminaire, nous avons facilité le transport du personnel de l'ANE pour pouvoir honorer les différents arriérés qui avaient été mentionnés dans la presse. Je vous remercie.

### Questions des journalistes

#### Le Gardien Médias (Selda Junior Bouté)

- J'ai juste une petite préoccupation, juste de savoir l'APPR vient de fêter son sixième anniversaire et la MINUSCA est un partenaire qui s'est activé dans plusieurs domaines pour l'application de l'APPR. J'aimerais juste savoir quelles sont les avancées et quels sont les défis à relever au cours de ces six années. Je vous remercie.

### Réponses aux questions

#### Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA

Merci beaucoup. Je vais un peu reprendre les propos de la Représentante spéciale par rapport à ça. Il y a eu, et je pense qu'on en parle régulièrement au niveau de cette conférence de presse, mais je pense que dans les avancées, il y a effectivement tout le travail qui a été fait au niveau du DDR, donc l'appui que la MINUSCA a apporté aux institutions nationales pour tout le travail du DDR, y compris, par exemple, tout ce qui a été fait au niveau du rapatriement des LRA aussi, fin de l'année 2023.

Ensuite, il y a aussi tout ce travail qui a été fait par rapport à l'extension de l'autorité de l'État, le déploiement des agents, les fonctionnaires, mais également, et là, je viens d'en parler, le déploiement des forces armées centrafricaines, ce qui contribue à la réforme du secteur de la sécurité. On a eu plusieurs exemples encore tout récemment qui est en lien aussi avec la gestion des espaces frontaliers, la coopération transfrontalière avec l'inauguration du poste mixte frontalier de Bémberé, par exemple, qui est un exemple du type d'activité qu'on a pu faire. Il y a des défis. On y travaille main dans la main avec le gouvernement centrafricain pour s'assurer qu'on puisse les résoudre au mieux.

### Questions des journalistes

#### Radio Fréquence RJDH (Vivien Nvalé)

- La semaine dernière, on a constaté que dans la préfecture de Lim-Péndé, il y a eu une résurgence des groupes armés, où il y a eu une perte du côté des forces armées centrafricaines, y compris la population.

Alors, selon les groupes armés, il n'y aurait pas un troisième du président de la République. Alors, étant que la MINUSCA a une mission de maintien de la paix, comment est-ce qu'elle s'organise de sorte qu'il y ait un apaisement de tension entre les groupes armés et le gouvernement.

### **Réponses aux questions**

#### **Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA**

Je pense que vous faites référence à l'incident à Bodjomo, plus précisément. Nous, de notre côté, notre travail pour l'instant, c'est d'essayer justement d'intensifier les patrouilles dans toute cette zone, mais également dans l'ensemble de la Lim-Péndé en tant que telle. Ce travail est en cours. Il rentre un petit peu aussi dans le cadre de la préparation, j'ai parlé tout à l'heure, de la sécurisation des élections. Donc, ce travail est vraiment pris en considération et a fortiori dans cette zone-là. Comme on l'a expliqué la semaine passée, c'est aussi dans cette zone qu'il y a certains bureaux de vote qui doivent être réouverts. Il y a tout ce travail qui est en train d'être fait. On prend en considération la situation et on est en train d'intensifier les différentes patrouilles pour faire en sorte de parer au plus pressé.

### **Questions des journalistes**

#### **Radio Guira FM (Laure Inès Ngopo)**

- Le 10 février dernier, dans la ville de Ndele, il y a eu un crash d'avion dans la ville. Alors, est-ce que la MINUSCA peut nous dire: est-ce qu'il s'agit là d'un crash ou bien d'une sortie de piste ? Est-ce qu'il y a une raison par rapport à ce crash ? Merci.

### **Réponses aux questions**

#### **Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA**

Oui, merci de la question. Ça permet de clarifier et vraiment de préciser les termes. Il s'agit donc d'une sortie de piste d'un avion-cargo qui avait un équipage de sept personnes dont deux ont été légèrement blessées et ils sont vraiment en bonne santé à l'heure actuelle. Par rapport aux raisons, il y a une équipe technique et d'investigation de la MINUSCA, mais aussi de l'aviation civile centrafricaine qui est sur les lieux et qui procède aux différents travaux d'investigation. Et donc, à l'heure actuelle, on n'a pas encore les éléments pour pouvoir expliquer ce qui s'est passé exactement. En tout cas, j'insiste, c'est une sortie de piste d'un avion-cargo. Merci beaucoup.

### **Questions des journalistes**

#### **L'Agora (Melchisédech Bao)**

- Je pense que dans vos propos liminaires, vous avez évoqué la semaine police et des FSI. Vous avez dit que cette semaine a été célébrée dans l'optique qu'il y ait une collaboration entre la police UNPOL et les FSI. Il y a un constat amer qui se fait. On se rend compte que dans certains quartiers de la capitale, il y a toujours recrudescence des cas de braquage. Et je me dis cette semaine qui est lancée, s'il n'y a pas les enjeux par rapport au foisonnement des cas de braquage qui se font ressentir dans certains quartiers ?

### **Réponses aux questions**

#### **Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA**

La composante police en appui avec les FSI des zones dont vous parlez, des zones concernées où tous ces différents cas sont en train de s'augmenter, a déployé vraiment un dispositif particulier de patrouilles solides durant cette semaine. Ça va continuer à s'intensifier, dans les différentes artères de la ville et dans ces différents arrondissements. Ces patrouilles vont être de jour comme de nuit, il y a une prise en considération de la situation et une augmentation des patrouilles qui va se faire non seulement par des patrouilles pédestres, mais également des patrouilles motorisées et qui seront une fois de plus conjointes. En peu de mots, c'est ce que je peux vous dire à l'heure actuelle. Ça ne fait que confirmer qu'il y a un travail de collaboration étroite entre les FSI et UNPOL. Ces différentes situations sont prises en considération Je vous remercie.

## Questions des journalistes

### Radio Ndeke Luka (Nathan de Saint-Stéphane, Engombé)

- Je vais revenir sur le cas à Obo. Les manifestants à Obo, ils ont brandi des fiches disant que c'est l'inaction de l'État et de la MINUSCA, qui a permis à l'UPC de commettre des exactions dans la ville d'Obo, précisément, et généralement dans la préfecture du Haut Mbomou. Peut-on dire là, à partir de ces arrestations, la dernière, que la MINUSCA et l'État sont en train de maîtriser la situation ou bien de ramener une totale quiétude dans la ville d'Obo et généralement dans le Haut Mbomou ?
- La deuxième question, ça concerne le recrutement des FSI. Ça a été lancé il y a longtemps et la MINUSCA, en partenariat avec le gouvernement, a fait en sorte que ça a pu se réaliser. Mais ça a fait un moment que ça a été lancé. Jusque-là, la mise en œuvre est un peu difficile. Je ne sais pas, il y a certaines allégations qui disent que la MINUSCA s'est retirée du processus parce que la MINUSCA est un partenaire financier. Est-ce que c'est vrai ?
- La MINUSCA avait promis les travaux de déminage dans la ville de Bozoum, où c'est difficile de se promener au moins dans la ville tranquillement. Mais jusque-là, est-ce que ces travaux ont commencé ? Où est-ce que nous en sommes ? Merci.

### Joël Ndoli Pierre, porte-parole par intérim de la MINUSCA

Merci. Par rapport à Obo, nous avons suivi cette manifestation et noté tout d'abord qu'elle s'est déroulée pacifiquement. Ça, je pense que c'est quand même important de le souligner. Nous comprenons de toute façon que dans un contexte marqué par les tensions et les attentes fortes de la population, certaines incompréhensions peuvent vraiment émerger. Vous avez parlé des pancartes qui mentionnent la mission en tant que telle. Des discussions ont eu lieu avec les leaders communautaires après cette manifestation et plusieurs d'entre eux ont exprimé la volonté d'apaisement. Il y avait des pancartes qui disaient des choses, mais après avoir discuté les choses se sont quand même apaisées.

Il est apparu que certains de ces messages que vous rapportez ici ne reflétaient pas du tout la position des manifestants et que comme je l'ai dit tout à l'heure, on va continuer à travailler avec les autorités locales, les leaders communautaires, parce que là, c'est extrêmement important pour prôner la cohésion sociale et vivre ensemble. C'est une situation à laquelle on accorde une grande attention et sur laquelle on travaille.

Ensuite, par rapport à vos deux questions, je dois vous avouer que je dois me renseigner sur ces éléments-là. Je vous reviendrai par téléphone après cette conférence de presse, si vous le permettez.

Merci beaucoup. Je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes les informations de la MINUSCA sur le site web de la Mission, sur Facebook, X, et Instagram. Vous pouvez aussi rejoindre notre chaîne WhatsApp.

L'heure est venue de clore cette conférence de presse. Merci à tous pour votre attention et participation.

FIN